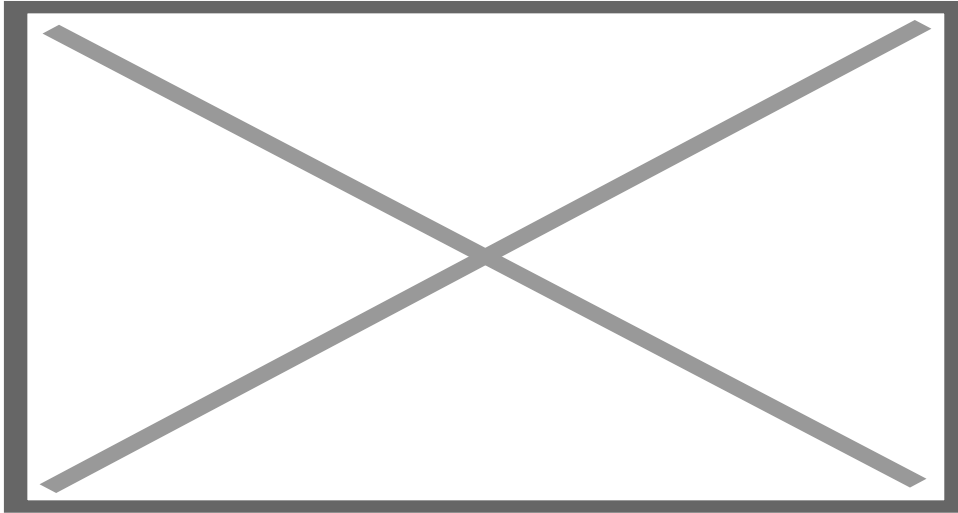


La politique israélienne d'exécution des Palestiniens

Description

Par Maureen Clare Murphy, 10 Mai 2017



Une capture d'écran d'une vidéo d'une démonstration policière montrant des agents tirant sur un faux agresseur étendu sur le sol, pendant qu'une foule d'enfants regarde.

Aujourd'hui, personne ne peut nier que les exécutions extrajudiciaires de Palestiniens ne présentant pas de menace immédiate constituent une politique israélienne.

Pas les 100 sénateurs américains qui ont signé cette lettre honteuse qui dénonce les pressions faites pour rendre Israël responsable de ces violations des droits aux Nations Unies, rappelant les propos israéliens prétendant que l'état est injustement défavorisé, en ne faisant aucunement mention du fait que le gouvernement US finance l'occupation militaire depuis bientôt 50 ans.

Pas non plus les groupes de lobbies israéliens aux Etats-Unis, qui s'inquiètent de la dernière initiative israélienne de l'ignorer sur la discrimination d'état contre les citoyens indigènes palestiniens, ce qui va rendre plus compliqué de vendre Israël comme une démocratie libérale.

Ni les procureurs qui examinent actuellement les archives israéliennes de crimes de guerre à la Cour Pénale Internationale.

Cette politique d'exécution est indéniable et évidente depuis longtemps pour les Palestiniens et les observateurs des droits humains, et admise par un chef de la sécurité auprès d'un tribunal israélien après une vidéo de policiers montrant comment confirmer un assassinat, à une foule d'enfants dans la ville de Ramat HaSharon:

VIDEO:

La vidéo, mise en ligne sur Facebook par un parent qui était présent à l'événement, montre quatre agents sur deux motos à un agent conduisant la moto, le deuxième tirant depuis l'arrière sur un faux agresseur qui tombe au sol.

Les agents tirant depuis les motos. Puis descendent et tirent de nombreuses fois sur le faux agresseur allongé au sol. Ils sont vite rejoints par les agents pilotes, qui tirent eux aussi sur l'homme gisant au sol.

Les quatre agents continuent de tirer en s'approchant du faux assaillant, qui, comme dans de nombreuses vidéos récentes montrant de vraies exécutions de Palestiniens, ne montre plus aucun signe de vie.

L'exécution bien réelle d'une jeune fille

La démonstration d'exécution eut lieu lundi, lors d'une journée de relations avec la communauté policière, soit un jour seulement après l'application concrète de cette politique qui laissa une jeune fille palestinienne de 16 ans, tout juste plus âgée que ces enfants de Ramat HaSharon, gisant morte au sol.

Lors de cet incident, Fatima Hjeiji s'approchait d'une barrière en métal de la police près de la Porte de Damas, dans la vieille ville de Jérusalem.

Selon l'association israélienne des droits, Batslem, Mme Hjeiji est arrivée, ne bougea plus puis brandit un couteau vers cinq agents de la police et de la police des frontières israéliennes qui se tenaient de l'autre côté de la barrière. Les agents la touchèrent mortellement.

Se tenant à plusieurs mètres des agents armés, qui portaient des équipements de protection, la jeune fille ne représentait pas de danger et aurait pu être maîtrisée sans utiliser la force létale, selon Batslem, qui ajoute que les agents tirèrent au moins 10 fois sur elle, certaines balles touchèrent même un taxi à côté.

Le commandant de la police de Jérusalem prit la défense de ses hommes expliquant à Batslem, que n'importe qui essayant de blesser des civils ou des agents de police ferait face à une réponse immédiate et déterminée.

Telle fut la réponse reçue quelques semaines plus tard par Siham al-Nimir, 49 ans, tuée après avoir brandit un couteau vers des agents se tenant devant une barrière à l'endroit même où Mme Hjeiji fut tuée. Mme Al-Nimir, dont le fils avait été tué sans justification par la police plusieurs mois auparavant, et se trouvant dans une grave détresse mentale le jour où elle a été tuée, criait : « Vous avez tué mon fils ! » aux agents, avant qu'ils ne tirent en direction de sa poitrine et sa hanche.

Et c'est une première à un Israélien, souffrant apparemment de troubles émotionnels, comptait sur cette réponse alors qu'il cherchait à se faire tuer et fut tué par un garde civil qui le confondit probablement avec un Palestinien à un check point de la région de Jérusalem la semaine dernière.

Lors des trois meurtres à celui de l'Israélien de 19 ans, dont le nom n'a pas été communiqué, celui de la mère endeuillée, Siham al-Nimir, et celui de Fatima Hjeiji aucun agent ne fut blessé.

Des enfants tués

Fatima Hjeiji est la septième enfant palestinienne, à ce jour, à avoir été tuée par les forces israéliennes cette année, selon Defense for Children International à Palestine.

L'année dernière, 35 enfants palestiniens furent tués par les soldats, la police ou des civils armés israéliens représentant un tiers des victimes palestiniennes par les forces israéliennes en Cisjordanie et Bande de Gaza occupées en 2016.

La plupart de ces enfants furent tués lors de ce qu'Israël affirme être des attaques ou des tentatives d'attaques, principalement sur des soldats à des check points en Cisjordanie. Ce fut l'année la plus mortelle pour les enfants palestiniens en Cisjordanie depuis plus d'une décennie.

Dans la grande majorité de ces attaques supposées, qui causèrent la mort d'un enfant palestinien, aucun civil ou soldat israélien ne fut blessé. Dans quelques cas, on rapporte que des soldats souffrirent de légères blessures.

De son côté, B'Tselem déclare que les plus hautes personnalités de la direction de l'armée et du gouvernement israéliens devraient être tenus responsables de cette

politique de tirs illimités qui traduit un profond mépris pour la vie des Palestiniens.

L'association des droits humains ne met pas seulement en cause les forces armées israéliennes, mais aussi ses dirigeants politiques, dont les déclarations publiques ont rendu clair que tout Palestinien qui attaque des Israéliens ou qui est suspecté de tenter de le faire devrait être tué.

Des milliers de Palestiniens ont été tués pendant les cinq décennies d'occupation militaire de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Seule une poignée de soldats furent punis pour leurs actes.

Comme le déclare B'Tselem, il doit y avoir un prix à payer pour le contrôle continu d'un autre peuple tout en faisant fi des principes moraux de base et du droit international.

Un prix imposé à Israël par l'extérieur : des sanctions aux Nations Unies, des dossiers de crimes de guerre à la Cour Pénale Internationale, un boycott sportif et culturel du pays.

Pour ceux, horrifiés par la banalisation des meurtres de Palestiniens dans les rues, cela signifie aussi tenir pour responsables les complices d'Israël.

Traduction: Lauriane G. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

date créée

2017/05/14